

Grève du 5 décembre 2024 : une mobilisation réussie



Nous avons été nombreux à nous mobiliser le jeudi 5 décembre 2024 pour les 4 grandes revendications que l'intersyndicale défend depuis maintenant plusieurs mois.

L'intersyndicale remercie tou.tes les agent.es qui se sont mobilisé.es pour cette journée.

Pour rappel, nos revendications étaient les suivantes :

- Dire NON aux suppressions de postes telles que prévues dans le projet de loi de finances 2025 alors même que la loi Plein Emploi confie à France Travail des missions supplémentaires,
- Exiger un Plan de titularisation des collègues en contrat précaire qui le souhaitent,
- Stopper le recours massif à l'externalisation et à la sous-traitance de nos missions,
- Exiger une revalorisation des salaires et des traitements avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.

La grève a assurément contribué à exercer une pression sur les Ministères même si la DG a voulu brouiller les cartes de cette journée en annonçant à 8 H 47 une augmentation générale des salaires de 1,75 % au 1^{er} janvier 2025.

Cette décision unilatérale ne correspond pas à nos revendications et ne nous satisfait pas au vu du différentiel entre inflation 2024 et augmentation générale, sans oublier que les collègues de droit public restent encore une fois « les grands oubliés ».

La chute du gouvernement ne suspend que temporairement tous les problèmes liés à la suppression des postes, le danger demeure ! Nous devons rester vigilant.es et continuer à exercer des pressions sur la DG et nos futures tutelles.

Nous devons rester mobilisé.es pour non seulement faire obstacle à toute tentative de réduction des effectifs et de moyens à France Travail, contre l'externalisation/sous-traitance, mais obtenir, au contraire, une prise en compte de nos revendications en la matière, indispensables à l'exercice de nos missions.

Il en va de la qualité des services que nous serons en mesure de délivrer, ou pas, et des conditions de travail de toutes et tous, sans distinction de statut.

L'heure reste à la mobilisation pour nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail.

L'intersyndicale (CFTC, CGT, FO, FSU, SNAP, STC, Solidaire SUD Emploi et UNSA) vous tiendra informé de la suite du mouvement dans les prochaines semaines.

Plus que jamais, continuez à signer la pétition, « non aux suppressions de postes à France Travail » en cliquant sur le lien <https://chnq.it/YyDMns98Q8>